



ARRÊTÉ MUNICIPAL TEMPORAIRE

**DÉROGATION DE CIRCULATION DES VÉHICULES DE PLUS
DE 13 TONNES SUR L'ENSEMBLE DES CHEMINS
COMMUNAUX A L'EXCLUSION DU CENTRE-VILLE**

COLLECTE DES DÉCHETS MÉNAGERS

Direction des Services Techniques : AD/TV/ABV - N°143/2026

Le Maire de la ville de SAINT-MAXIMIN-LA-SAINTE-BAUME

Vu le Code de la Route,
Vu le Code de la Voirie Routière,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu la limitation de tonnage sur le territoire de Saint-Maximin-la-Sainte-Baume,

Vu la demande en date du 26 janvier 2026, par laquelle Madame Audrey PAGNIER, Gestionnaire du service collecte de la **Communauté d'Agglomération Provence Verte (CAPV)**, situé Quartier de Paris 174, Route Départementale 554 à Brignoles (83 170), sollicite une dérogation de tonnage pour que les véhicules appartenant aux prestataires de la CAPV, à savoir les sociétés **DRAGUI-TRANSPORTS, EXA'RENT et VALEOR**, puissent accéder à l'ensemble des chemins communaux, sauf Centre-Ville pour les plus de 13 Tonnes, afin d'effectuer des collectes des déchets ménagers.

Considérant qu'il appartient au Maire de réglementer la circulation et le stationnement des véhicules dans la limite du territoire de la Commune.

Considérant qu'il y a lieu de prendre toutes dispositions pour assurer la sécurité de la circulation des véhicules de plus de 13 tonnes.

ARRÊTE

ARTICLE 1 : Par la dérogation, la circulation des véhicules de plus de 13 tonnes, affectés à la société reprise ci-dessus, sera autorisée comme suit :

- L'ensemble des chemins communaux pour les véhicules inférieurs à 13 T.
- L'ensemble des chemins communaux à l'exclusion du Centre-Ville pour les véhicules supérieurs à 13 T (périmètre délimité par le Boulevard Bonfils, Boulevard Rey, Boulevard Jean Jaurès et Boulevard Victor Hugo, eux-mêmes autorisés aux véhicules de plus de 13 Tonnes)
Pour effectuer des collectes des déchets ménagers, du lundi 26 janvier 2026 au jeudi 31 décembre 2026.

ARTICLE 2 : Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 3 : Le présent arrêté est dispensé de transmission au représentant de l'État, en application de l'article L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales. Il est exécutoire dans les conditions prévues par l'article L2131-1 dudit code.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie de Saint-Maximin-la-Sainte-Baume, les Agents de la Police Municipale, le Commandant de la Brigade Territoriale de Gendarmerie de Saint-Maximin-la-Sainte-Baume, sont chargés chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché dans la Commune et publié sur le site de la ville.

ARTICLE 5 : Le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Toulon pour excès de pouvoir dans le délai de deux mois à partir de sa notification.

Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application « Télérécourcs citoyens » accessible par le site Internet www.telerecourcs.fr.

Fait à Saint-Maximin-la-Ste-Baume, le 6 janvier 2026

Le Maire,

Alain DECANIS

